

Budget 2018 : une année noire en perspective

Communauté de communes Pyrénées Haut-Garonnaises



Le président Alain Castel./ Photo DDM Véronique Bavencove

C'est à l'unanimité qu'ont été approuvés, jeudi soir, dans les locaux de la communauté de communes, à Marignac, l'ensemble des comptes de gestion et des comptes administratifs concernant l'année 2017. Les soixante-deux conseillers communautaires présents ont validé la gestion du président Alain Castel, qui ne leur a pas caché que l'année 2018 serait très difficile. En effet, la CCPHG aura alors à affronter un pic dans le remboursement de la dette et sa faible capacité d'autofinancement ne lui permettra pas d'envisager d'investissements. L'année 2018 se déroulera donc sous le signe de la rigueur, des économies tous azimuts et le président Castel n'exclut pas de recourir à l'impôt pour traverser ce cap difficile.

Le bilan de ces différents votes ?

C'est le début, le commencement du redressement de la communauté de communes. 2018 va être excessivement difficile et même si la situation générale s'améliore doucement, nous allons être confrontés à un pic dans le remboursement de la dette. 2019, par contre, sera bien meilleure. Tout ce que l'on peut dire pour l'instant, c'est que nous avons cherché toutes les pistes d'économies possibles. Si tout le monde en est d'accord, elles devraient avoisiner les 200 000 euros. Ceci étant, je souhaite souligner le travail des responsables administratifs pour favoriser ces économies et je les en remercie, tout comme Pascal Beuvelot.

200 000 euros d'économies, ce sera suffisant ?

Cela va nous permettre d'équilibrer notre budget 2018 et nous permettre aussi de dégager une capacité d'autofinancement nette qui va nous permettre de réinvestir. L'exécution du budget à venir va être très difficile, les arbitrages aussi. Nous allons devoir regarder les dépenses de fonctionnement avec beaucoup d'attention. Nous pourrions songer à investir à nouveau vraisemblablement en fin d'année, je l'espère. Je souhaite que nous arrivions à mener à bien les projets portés par les trois anciennes communautés de communes, avec de gros enjeux, comme les maisons de santé pluridisciplinaires. Mais le rétablissement de la santé financière me semble prioritaire. Aujourd'hui, nous sommes au bout du bout, dans un contexte qui pâti aussi des diminutions importantes des dotations de l'Etat aux collectivités.

Ferez-vous appel à l'impôt pour en sortir ?

Pour l'instant, nous n'en savons rien encore, cela va être discuté et débattu. Mais il ne faudrait pas que nous nous exposions à ce que ce soit le préfet qui tranche ! Nous nous réserverons donc cette fois encore la possibilité de lever l'impôt. 2018 sera véritablement l'année à passer.

Propos recueillis par Véronique Bavencove